



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
27 avril 2013

Français
Original: Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-neuvième session

Bangkok, 25 avril-1^{er} mai 2013

Point 3 i) de l'ordre du jour

Examen des questions relatives à l'appareil subsidaire de la Commission, y compris

les activités des institutions régionales de la CESAP:

Activités sous-régionales pour le développement

Projet de rapport

Activités sous-régionales pour le développement

1. La Commission était saisie de deux documents au titre de ce point de l'ordre du jour: Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/69/3); Rapport du Conseil d'administration du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale sur sa septième session (E/ESCAP/69/15).

Asie de l'Est et du Nord-Est

2. Les pays suivants ont pris la parole: Chine, Fédération de Russie, République de Corée.

3. La Commission a pris note de la contribution du Bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est à travers ses activités d'appui au développement inclusif et durable et à l'intégration sous-régionale. Elle a noté également le rôle joué par le joué par le Bureau sous-régional qui avait facilité la dix-septième Réunion des hauts responsables du Programme sous-régional de l'Asie du Nord-Est pour la coopération environnementale, tenue à Chengdu (Chine) en décembre 2012, laquelle avait produit des résultats tangibles.

4. La Commission a été informée des projets du Bureau pour l'organisation du deuxième Forum de la jeunesse au mois d'août à Vladivostok (Fédération de Russie). La délégation de la Fédération de Russie a confirmé que son pays appuyait la tenue du Forum.

5. Prenant note de l'Examen final de l'appareil de conférence de la Commission, y compris ses organes subsidiaires, qui devait avoir lieu conformément aux résolutions 64/1 et 67/15, la Commission a relevé qu'il fallait renforcer

davantage la coordination entre les bureaux sous-régionaux et les divisions spécialisées de la CESAP. La Commission a pris note aussi d'une demande tendant à poursuivre les communications étroites et régulières suivant les procédures établies.

6. La Commission a noté qu'il était important de promouvoir les initiatives vertes et la facilitation du commerce. Elle a demandé au Bureau sous-régional de continuer à jouer un rôle important dans l'approfondissement de la coopération sous-régionale dans ces domaines en exécutant des programmes de renforcement des capacités et par d'autres activités.

Asie du Nord et Asie centrale

7. Les pays suivants ont pris la parole: Fédération de Russie et Kazakhstan.

8. La Commission a pris note avec satisfaction de l'alignement des activités du Bureau sous-régional pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale sur les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable afin de mieux répondre aux besoins des États membres conformément à son mandat.

9. La Commission a observé que le Bureau sous-régional exécutait avec succès un certain nombre de projets et qu'il menait diverses activités en rapport avec les priorités de développement propres à la région. Elle a noté aussi que le Bureau avait créé des liaisons réciproques entre le siège de la CESAP et les États membres, établi des relations de travail avec les ministères techniques et les organisations gouvernementales et formé des partenariats avec les institutions financières et les organisations intergouvernementales basées en Asie du Nord et en Asie centrale.

10. La délégation de la Fédération de Russie a prié le Bureau sous-régional de chercher davantage à établir une coopération et une collaboration plus étroites avec la Commission économique eurasiennne ; elle s'est déclarée prête à faciliter la tâche du Bureau à cette fin.

11. La délégation kazakhe a remercié la Secrétaire exécutive d'avoir accepté l'invitation à participer au sixième Forum économique d'Astana et d'avoir organisé la session du secrétariat au cours de cette manifestation.

12. La Commission a noté avec satisfaction que le Bureau avait exécuté la première phase du projet sur le redressement économique et social de l'Afghanistan en se concentrant sur le développement des petites et moyennes entreprises et sur la création d'emplois supplémentaires. La Commission a noté aussi que l'exécution de deux projets spécifiques portant sur l'évaluation de la sécurité de deux petites installations hydroélectriques et le renforcement de la coopération pour la réduction des risques de catastrophe en Asie centrale était prévue pour 2013 avec le soutien financier de la Fédération de Russie.

13. La Commission a noté que le Bureau sous-régional pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale coordonnait les activités au titre du Programme spécial des Nations Unies pour les économies d'Asie centrale (SPECA) qui recevait le soutien de la CESAP et de la Commission économique pour l'Europe et qui englobait cinq économies d'Asie centrale de même que l'Afghanistan et l'Azerbaïdjan.

14. La délégation kazakhe a précisé les domaines prioritaires pour une éventuelle coopération étroite en vue de traduire dans la réalité régionale les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, notamment le

Programme de partenariat pour une passerelle verte et les activités de coopération triangulaire financées par l'organisme national créé récemment pour l'aide publique au développement, KazAID, ainsi que la coopération régionale et sous-régionale portant sur le complexe eau-énergie-sol.

15. La Commission a exprimé sa satisfaction au sujet de l'initiative du Bureau sous-régional concernant la publication régulière du bulletin électronique North and Central Asian Observer.

16. La Commission a pris note du rapport du Conseil d'administration du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale sur sa septième session.

17. La délégation kazakhe a noté avec satisfaction la contribution du Bureau aux travaux du Forum économique d'Astana IV et à la septième session du Conseil d'administration du SPECA, tenue à Bangkok le 28 novembre 2012. Le Gouvernement kazakh avait recommandé que le Bureau centre davantage son attention sur les domaines prioritaires indiqués par les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, parmi lesquels la fourniture d'un soutien aux pays les moins avancés et aux pays en développement sans littoral par l'intermédiaire du Programme de partenariat pour une passerelle verte, qui deviendrait pleinement opérationnel moyennant les engagements du Kazakhstan et pour l'Asie centrale. La délégation a précisé que le Kazakhstan avait créé l'organisme KazAid pour fournir un soutien aux pays d'Asie centrale et d'ailleurs et qu'il affectait plus de 200 millions de dollars aux partenariats consacrés aux problèmes des rapports réciproques entre l'eau, l'énergie et les sols, à la promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine des technologies écologiquement saines et au partage des compétences, à une base de données et à des études de cas.

Pacifique

18. Les délégations suivantes ont pris la parole: Fidji, République des Îles Marshall.

19. La Commission a été informée des activités du secrétariat dans le Pacifique par l'intermédiaire du Bureau de la CESAP pour le Pacifique, conformément à la demande de la Secrétaire exécutive souhaitant un nouveau scénario et un nouvel état d'esprit et conformément au Pacte pour les océans du Secrétaire général, tendant à concevoir et à gérer l'océan Pacifique comme un précieux bien commun régional et mondial. Les activités du secrétariat à l'appui des États membres insulaires du Pacifique ont comporté la recherche des possibilités d'application éventuelle de la formule de l'économie verte, l'appréciation de la valeur des actifs sociaux tels que l'égalité des sexes, un soutien en faveur de la sécurité énergétique et de la migration dans des conditions de dignité en réaction aux changements climatiques.

20. La Commission a été informée que le réchauffement planétaire, les phénomènes climatiques extrêmes et la montée du niveau des mers étaient des problèmes d'importance mondiale qui risquaient de provoquer l'effondrement total d'économies, de cultures et de nations dans le Pacifique. À ce propos, la Commission a noté favorablement les activités du secrétariat qui avait coorganisé, en juillet 2013, la réunion préparatoire du Pacifique en vue de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement qui se tiendrait à Apia en 2014. La Conférence avait notamment pour but d'établir la contribution des petits États insulaires en développement au programme pour le développement au-delà de 2015.

21. La délégation des Îles Marshall a déclaré qu'elle craignait que les besoins uniques des petits États insulaires en développement du Pacifique soient dilués dans le contexte plus vaste de la région Asie-Pacifique. Elle a observé également que, souvent, les décisions prises par l'Assemblée générale et le système des Nations Unies à New York ne parvenaient pas correctement au niveau sous-régional et national dans le Pacifique. La délégation a demandé instamment au système des Nations Unies dans le Pacifique de continuer à renforcer les méthodes et les partenariats à l'échelle du système ainsi que la présence de l'ONU dans les pays mêmes. À ce propos, la déclaration commune de 2012 du Secrétaire général et des dirigeants du Pacifique décrivait des orientations et des rôles utiles pour la coopération dans le Pacifique. La délégation a exprimé aussi son appui en faveur de l'identification et de l'intégration de stratégies pour aider les petits États insulaires en développement à renforcer leurs capacités nationales de préserver, de gérer durablement et de réaliser les avantages de l'activité de pêche durable conformément au document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Asie du Sud et du Sud-Ouest

22. Les pays suivants ont pris la parole: Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan.

22bis. La Commission a noté que les activités du Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud et de Sud-Ouest englobaient les travaux d'analyse, la sensibilisation, l'assistance technique et les activités de renforcement des capacités dans le domaine de la croissance inclusive et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la connectivité et l'intégration économique régionale, la coopération régionale pour la sécurité alimentaire et énergétique et la réduction des risques de catastrophe, ainsi que l'exécution du Programme d'action d'Istanbul et de Programme d'action d'Almaty pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral de la sous-région.

23. La Commission s'est félicitée des travaux du Bureau sous-régional et de ses nombreuses activités, parmi lesquelles les deux ateliers de renforcement des capacités organisés pour aider l'Afghanistan dans sa demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, les dialogues de politique générale de haut niveau sur la coopération et l'intégration économiques régionales, et les importantes consultations sur la coopération régionale pour la sécurité énergétique, sur l'entrepreneuriat des femmes, sur les chaînes de valeur régionales pour le développement inclusif de l'Asie du Sud et sur le programme pour le développement au-delà de 2015.

23bis. La Commission a aussi relevé qu'il était important de conduire et de faire avancer le processus sous-régional d'une façon globale, équilibrée et universelle. Une participation plus large et un niveau de participation plus élevé dans toute la sous-région étaient indispensables pour produire les résultats voulus et pour réaliser des gains équitables.

24. La Commission a signalé l'importance du rapport du Bureau sous-régional sur la coopération régionale pour le développement inclusif et durable: Rapport sur le développement en Asie du Sud et du Sud-Ouest (2012-2013) qui expose de solides arguments en faveur d'une amélioration de la coopération régionale pour assurer la croissance inclusive, la sécurité alimentaire et énergétique, la connectivité régionale et l'amélioration de la capacité de production des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral de la sous-région.

25. La délégation népalaise a demandé au Bureau sous-régional d'aider les organes de planification des pays d'Asie du Sud à établir un cadre de modélisation macroéconomique compatible avec les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'un échange mutuel de données d'expérience en collaboration avec la Commission de planification nationale du Népal.

26. La Commission a demandé au Bureau sous-régional de poursuivre ses activités de renforcement des capacités avec un plus haut niveau de participation de tous les États membres de la sous-région, en particulier des États les moins avancés et des États en développement sans littoral, et d'accorder une plus grande attention dans les activités futures au renforcement de la connectivité régionale, de l'intégration économique régionale et de facilitation du commerce et du transit, ainsi qu'à la croissance inclusive dans la sous-région. Le secrétariat a été invité aussi à organiser au Pakistan un atelier sur la connectivité régionale en Asie du Sud et du Sud-Ouest.
